

Autres lectures, mai 1945 dans l'Aurès*

Ce retour sur le mois de mai 1945 est l'occasion d'examiner les circonstances et le déroulement des manifestations du 1^{er} et 8 mai, dans la région de l'Aurès et des Nememcha (Batna, Tébessa, Khenchela, Biskra).

Les quelques réflexions dont je vais vous faire part s'appuient sur deux types de sources conservées les unes au CAOM (Aix-En-Provence), les autres au centre d'archives de la Wilaya de Constantine. Les sources françaises sont constituées pour l'essentiel de rapports de police. Celles de Constantine ont été saisies lors des arrestations de mai 1945, dans les locaux des A.M.L. en particulier à Khenchela.

La lecture de ces archives, au delà de leurs lacunes, est intéressante non pas pour montrer qu'il s'est passé quelque chose également dans cette région du Sud-Est du Constantinois mais pour tenter d'aborder ce qui, d'une certaine manière, marque la fin d'une époque et le début d'une autre. En d'autres termes, il s'agit de repérer les signes de rupture qui mettent fin au « monde du contact »¹ et qui constituent autant de signes de dépassement de « la situation coloniale » (Georges Balandier).

Ces modalités du changement sont mises à nu et révélées précisément lors des manifestations de mai 1945, sous une forme inédite.

C'est donc par un retour à la manifestation dans la rue, comme « production de l'évènement politique² » qui s'est emparé de l'espace public et autour de l'examen des slogans, des pancartes affichées, du comportement de la foule que s'articulera mon propos.

La subversion « Pour le peuple, par le peuple »

Comme ailleurs, l'année 1945 s'ouvre sous le signe d'une intense mobilisation nationaliste, pour la région de l'Aurès. Le mouvement général est placé sous la direction des Amis du Manifeste et de la Liberté

* Communication présentée lors de la journée « Dans l'histoire de l'Algérie, des événements et des hommes », projet *Biographies, Parcours & Réseaux*, Division de recherche en socio anthropologie de l'histoire et de la mémoire, Oran, CRASC, 16 avril 2008.

¹ Golzeigueir, Annie Rey, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945*, Paris, La Découverte, 2001.

² Champagne, P., « La manifestation. La production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, juin 1984.

où se sont retrouvées plusieurs tendances, celle des Elus, celle des Ulémas et du PPA (parti interdit). En réalité, le mouvement, né en mars 1944, est en cours d'organisation à l'approche des célébrations de la fête du 1^{er} mai 1945 (le premier congrès des AML s'est tenu les 2 et 3 mars 1945). Mais, l'ouverture de sections AML a rencontré un franc succès non seulement dans les principaux centres urbains de l'Aurès mais a pénétré le monde des campagnes.

On compte pour Khenchela et ses environs 2133 adhérents, pour Aïn Beïda : 579 adhérents, pour la seule section d'El Meridj (douar de la commune mixte de Tébessa) 835 adhérents³.

A l'échelle locale, l'administration coloniale suit de très près le développement politique du mouvement des AML et n'hésite pas à recourir à la violence pour fermer les bureaux de certaines sections. Ce fut le cas à Ouled Djellal et Sidi Khaled où le local des AML a été investi par les forces de l'ordre et les membres dirigeants arrêtés, le 23 avril 1945⁴.

En l'état actuel des sources⁵, nous savons que la région de l'Aurès n'est pas restée en retrait des manifestations des 1^{er} et 8 mai 1945⁶. Loin de l'agitation propre à Alger où siègent le comité central des AML, le Bureau politique du PPA clandestin et l'Association des Ulémas, des centres périphériques comme Batna, Biskra, Khenchela, Aïn Beïda ou Tébessa qui ont organisé des cortèges, répondant ainsi aux directives qu'ils avaient reçues.

Ils ont donc pris connaissance de la décision « *unilatérale* » de participer à la manifestation qui a été prise par le comité directeur (dont la composition était variable) du PPA à Alger, au tout début du mois d'avril 1945, si l'on en croit l'important témoignage de Chawki Mostefaï, Saïd Amrani, Abdelhamid Sid Ahmed⁷.

³ Fonds AML, section Khenchela, Aïn Beïda, Tébessa, Archives de la Wilaya de Constantine.

⁴ Fonds AML, section Aïn Beïda, l'alerte est donnée par le secrétaire des AML de Tébessa dans un télégramme adressé à son homologue d'Aïn Beïda.

⁵ Les sources sont conservées à la fois dans les centres d'archives algériens et français. Leur accès est en principe autorisé depuis 2005, si l'on s'en tient à la règle des 60 ans. Par ailleurs, il est important de rappeler le caractère lacunaire des sources consultées.

⁶ Cf. Aïnad Tabet, Redouane, *Le 8 mai 1945 en Algérie*, Alger, OPU, 1987, Boucif Mekhaled, *Chronique d'un massacre : 8 mai 1945*, Sétif-Guelma-Kherrata, Paris, Syros, 1995, Annie Rey, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945*, Paris, La Découverte, 2001 ; Jean Louis Planche, *Sétif 1945 : chronique d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006 ; Jean Pierre Peyroulou, *Guelma 8 mai 1945, Une subversion européenne dans le département de Constantine, Algérie française, le système colonial à l'épreuve des réformes politiques et du nationalisme*, thèse de doctorat, EHESS, Paris, 2007, 3 volumes.

⁷ Nous devons à Chawki Mostefaï, à Sid Ali Abdelhamid et Saïd Amrani un témoignage d'une grande importance, étant donné le rôle actif qu'ils ont joué au sein de la direction du

L'initiative du comité directeur clandestin a donné lieu à l'élaboration d'un programme reposant sur l'observation de plusieurs recommandations dont la plus importante est celle qui ordonne « *d'organiser un défilé indépendant* » de ceux de la CGT et du PCA, d'arborer l'emblème algérien et des slogans « Libérez Messali, Libérez les détenus, Indépendance ». Il est évident que ce moyen choisi pour affirmer sa différence a attisé les tensions non seulement avec les dirigeants modérés des AML⁸ mais plus encore avec les Européens, les autorités coloniales et les dirigeants de la CGT et du PCA.

Mais pour les populations algériennes, cette affirmation identitaire était en parfaite synergie avec le discours politique qui s'est imposé peu à peu sur la place publique depuis le débarquement des forces anglo-saxonnes, et qui a pris une ampleur sans pareil avec la création des AML et la mise en place de ses sections, à travers le pays.

Lors du congrès des AML, réuni à Alger du 2 au 4 mars 1945, Ferhat Abbas avance l'adhésion de quelques 500 000 personnes⁹. Pour l'Aurès, il existe un peu partout des sections AML à Batna, Biskra, Khenchela¹⁰, Tébessa, à La Meskiana, Sedrata, Youks Les Bains/Hammamet, Gouraye, Aïn M'lila, Aïn el Fakroun, Barika, el Madher, Aïn Touta¹¹...etc. qui doivent beaucoup à des personnalités comme les docteurs Abdesselam Benkhellil, Chérif Saâdane, Chadly Mekki, Brahim Madoui, Hachani Brahim, Chérif Laskri, Allaoua Zerdani, Abdelazziz Zemouchi, Mohamed Bouboudriou, Cheikh Belgacem el Baïdaoui ...etc.

Parti, pendant la seconde guerre mondiale. Chawki Mostefaï précise que la déportation de Messali Hadj n'est pour rien dans l'organisation des manifestations, du moins celles du 1^o mai. Tout au plus, ce fait nouveau a conforté le radicalisme de nombreux militants. Ces témoignages rendus publics dans le journal *El Watan* sont malheureusement peu connus de nombreux spécialistes. Le texte de Chawki Mostefaï (novembre 2003) est accessible sur le site internet....

Les recherches à venir auront à se pencher sur les conditions précises où a été adoptée la « décision unilatérale » ; logiquement Ferhat Abbas ne pouvait l'ignorer sans quoi, on ne comprendrait pas la publication de l'éditorial qui figure dans le numéro du journal *Egalité* du 27 avril 1945 et qui met en garde contre toute agitation.

⁸ Sur les AML, cf. Youcef Belghoul, *Le manifeste du peuple algérien. Sa contribution au mouvement national*, D.E.S. Université d'Alger, 1974.

⁹ Abbas, Ferhat, *La nuit coloniale, guerre et révolution*, Paris, Juillard, 1962, p.152.

¹⁰ L'administrateur de la commune mixte de Khenchela avance le chiffre de 18 000 adhérents, chiffre exagéré si on le compare à celui de la liste nominative, émanant du bureau des AML de Khenchela, archives du CAOM, 93/ 1313 et archives des AML, Wilaya de Constantine.

¹¹ Selon Mahfoud Kaddache, il existait à l'échelle du département de Constantine, 85 sections AML, p. 676, Tome II, *Histoire du nationalisme algérien, question nationale et politique algérienne*, Alger, SNED, 1980.

Durant cette courte période, on assiste à une intense mobilisation portée par différentes sensibilités politiques où se côtoient et se relaient des orateurs issus du PPA, des Elus, des Ulémas dans les conférences organisées ici et là... Il faut relire toute la presse de l'époque, à commencer par l'organe du Manifeste du peuple algérien, *Egalité*, les feuilles éditées clandestinement par le PPA, pour se rendre compte de la large diffusion de toute une sémantique de la libération (*el Watan, el Djihad, el Istiqlal*) qui tourne quasiment à l'obsession auprès des Algériens de la ville et de la campagne.

Indéniablement, le contexte propre à la seconde guerre mondiale, l'anticolonialisme américain, les retentissements des événements du Proche Orient concourent à la réactivation d'un esprit de résistance. D'où une effervescence inédite au sein des cercles culturels, des milieux politiques, des groupes de scouts, des associations sportives. Les cercles culturels tels ceux de Khenchela, de Batna, de Biskra, d'Ain Beïda, et celui de Tébessa deviennent des lieux de sociabilité particulièrement ouverts à la jeunesse qui s'informe (on commente beaucoup *Egalité* et les journaux clandestins du PPA : *l'Action algérienne* et *L'Algérie Libre*) et qui fait preuve d'une assiduité et d'une grande réceptivité au contenu des conférences au point de contribuer à leur publicité. On répétait inlassablement des passages du discours fait par Ferhat Abbas le 15 juin 1944, à Khenchela « Rien ne nous fera renoncer à ce que nous demandons... pour y parvenir, nous irons en prison et s'il le faut au poteau d'exécution »¹².

De son côté, le Cheikh Embarek el Mili invite ceux qui sont venus l'écouter, le 1^{er} octobre 1944, à Batna à « continuer à travailler, à penser au peuple algérien, c'est le moment ou jamais »¹³. Il est relayé par Cheikh Ibrahim et du Cheikh Tebessi qui sont en tournée, dans le département de l'Est à partir de novembre 1944.

Mêmes, les rencontres sportives n'échappent pas à l'agitation politique. La victoire du Club Athlétique de Batna / C.A.B arrachée le 4 mars 1944 dépasse rapidement le cadre de la compétition sportive et prend une tournure politique.

¹² Rapport de P.R Gazagne, du 8 octobre 1945, cité par Robert Aron, les origines de la guerre d'Algérie, Paris, Fayard, 1962, p.100.

¹³ In Kaddache, Mahfoud, *op.cit.*, tome II, p. 672.

D'autres incidents, notamment ceux survenus à Aïn Beïda, dans la nuit du 13 au 14 juillet 1944 et qui ont consisté à « lacérer les drapeaux français » et à hisser un drapeau algérien ont conduit à l'arrestation d'un groupe de jeunes gens tous liés au PPA¹⁴.

Les services de renseignements ont interprété ces divers actes « sociaux ordinaires » *caractérisés par une surenchère verbale inhabituelle ou du moins un état d'esprit rebelle*, comme autant de signes de désobéissance et d'insoumission. Cela suffit pour que l'administration coloniale les prenne au sérieux (on parle de complot, d'insurrection...) et ordonne des mesures préventives. Le secrétaire général du Gouvernement général, P.R. Gazagne déclare le 25 avril 1945 : « il faut par des mesures appropriées, arrêter le mouvement et faire comprendre à la masse que nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire »¹⁵. La géographie des zones de dissidence est désignée, elle recouvre les points habituels : pour l'Est algérien, ce sont « Sétif, Tébessa, Biskra, l'Aurès ». Et de fait, des manœuvres militaires sont effectuées dès la fin du mois d'avril dans la région de Biskra, l'Aurès et le Belezma Cette mise en alerte des forces de l'ordre ajoutée à l'arrestation suivie de l'exil de Messali Hadj (21 avril) et de nombreux militants, ne laissait aucun doute sur les intentions des autorités françaises, à vouloir briser toute agitation.

À la veille du 1^{er} mai, au gouvernement général, *une liste des suspects à arrêter* est établie¹⁶. C'est dans ce climat quasi insurrectionnel que vont se dérouler les manifestations de mai 1945.

Quelle libération célébrer ?

Il convient de souligner que la détermination du PPA à participer aux manifestations du 1^{er} mai 1945 avait été renforcée par les réserves émises par les Américains quant à leur représentation réelle, lors de l'entrevue qu'ils ont eue avec la délégation du PPA¹⁷. Le défi était donc double, porter la protestation dans la rue contre l'administration coloniale et prouver à tous ses détracteurs qu'il n'entretenait aucune relation avec

¹⁴ Cf. le témoignage d'Amor Ghezali, *Fragments de mémoire*, Alger, 2003, l'auteur est l'un des jeunes qui ont participé aux inscriptions murales, à l'enlèvement du drapeau tricolore et des fanions français accrochés aux stands de la kermesse prévue pour le 14 juillet 1944. Voir aussi le dossier de Zinaï Belgacem in CAOM, FR 93/ 4295 et le rapport Catroux F 60/807.

¹⁵ In Kaddache, Mahfoud, *op.cit.*, tome II, p. 699.

¹⁶ Le gouverneur général s'est réuni le 29 avril 1945, "avec Alduy, Gazagne, Augustin Berque, les responsables des services de sécurité, des Renseignements généraux et militaires et les préfets d'après Annie Rey Golzeigueir, *op.cit.*, p. 255

¹⁷ Selon Mahfoud Kaddache, ce sont Hocine Asselah, Hadj Cherchalli et Chadly Mekki qui ont rencontré les représentants américains qui considéraient le PPA peu représentatif du peuple algérien, *Histoire du nationalisme*, Tome 2, p. 699.

l'Allemagne nazie, mais plus encore, qu'il représentait les aspirations du peuple algérien.

Des défilés séparés et à la fois intégrés (placés derrière les syndicats autorisés) ont été organisés à Batna, Biskra, Ain Beïda, Khenchela, Tébessa, Sétif. Ces manifestations se sont déroulées dans le calme contrairement à Alger, Oran, Blida où ont eu lieu de graves incidents. Pour beaucoup - dont la génération de la guerre - c'était la première fois qu'ils assistaient ou participaient à une manifestation publique de cette ampleur.

Est-il nécessaire de souligner le caractère inédit de l'organisation d'une telle manifestation nationaliste ? En ce premier mai, la nouveauté ou l'audace a été de porter la revendication dans l'espace public et à l'échelle de tout le pays.

Pour les organisateurs du PPA, c'est une manière de reprendre l'avantage, de reconquérir un terrain interdit, de briser le monopole de l'appropriation des lieux publics et de se doter d'une visibilité auprès des Algériens. La véritable rupture a consisté donc à mettre fin au statut quo qui régissait les relations réelles ou purement formelles d'allégeance des colonisés et à l'inverse, les stratégies « d'évitement ou de simulation » si caractéristiques de la situation coloniale sont abandonnées. En occupant la rue, les colonisés rompent avec la mise à distance à laquelle ils étaient astreints dans la vie courante¹⁸.

Selon les rapports de police, on a dénombré à Ain Beïda 1500 manifestants, à Tébessa 4500, à Khenchela 500. Partout la police a ordonné le retrait des banderoles nationalistes. Dans la plupart des villes de l'Est algérien, la sagesse a prévalu et les défilés se sont dispersés dans le calme... Pour le PPA comme pour les AML, la démonstration était faite de leur importance auprès de l'opinion publique. Tout le soin apporté à l'organisation, l'encadrement strict du défilé pour prévenir tout débordement atteste de la volonté des dirigeants du PPA et des AML de donner de la manifestation une image forte. En ce sens la démonstration du 1^{er} mai 1945 a été doublement importante (bien plus que celle du 8 mai). Elle est en effet la première manifestation de masse des Algériens à caractère national : de là son effet spectaculaire qui, ajouté à l'occupation symbolique de l'espace de la rue, n'a pas manqué de frapper les pouvoirs publics qui se sont empressés d'intervenir en recourant à la force.

¹⁸ Cf. Les réflexions toujours d'actualité de Georges Balandier, « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers Internationaux de sociologie*, Vol, XI, 1951, pp. 44-79 ; et celles de Norbert Elias (1965), *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, traduction 1997

Mais, la répression qui a frappé les manifestations à Alger, Blida, Oran n'a pas eu l'effet escompté par les autorités françaises, c'est-à-dire bloquer le processus de mobilisation dont le caractère exemplaire est à souligner.

Au final, le succès de la manifestation et de la mobilisation du 1^{er} mai ne pouvait qu'encourager les dirigeants à préparer la célébration du 8 mai 1945.

Il ne s'agissait en aucune manière de passer à l'insurrection, mais de manifester pacifiquement le 8 mai 1945, jour de la libération. Les mots d'ordres diffusés par le PPA étaient des plus stricts et interdisaient le port d'armes.

Du reste, Alger, Oran et Blida ayant été le théâtre d'incidents graves le 1^{er} mai, devaient s'abstenir de manifester pour éviter toute provocation, d'autant que le préfet d'Alger s'est empressé d'interdire toute manifestation...

Du côté des AML, le bureau s'est réuni le 5 mai 1945 et a rédigé un tract qui appelait à « manifester à l'occasion de l'armistice ». Tout en exigeant la libération de tous les internés, il a défini les slogans à inscrire sur les pancartes : « Vive la Victoire des Démocraties sur le fascisme, l'hitlérisme, le colonialisme et l'impérialisme ». Autrement dit, l'idée avancée par le PPA de déployer le drapeau nationaliste, au milieu des drapeaux alliés, dans tous les cortèges, était rejetée. Ce désaccord¹⁹ n'a pas empêché les responsables du PPA d'initier des cortèges le 8 mai, là où ils étaient implantés et de défiler avec l'emblème.

Le jour de la Victoire, jour de l'emblème²⁰

A Khenchela, l'organisateur du défilé du 8 mai est Brahim Hachani secondé par Mohamed Benmekki. Les scouts étaient à l'avant du cortège entonnant des chants nationalistes. Des pancartes portaient des

¹⁹ Cf. le témoignage de Mohamed Zerouali, publié par Algérie Actualités du 4-9 mai 1969 et Mahfoud Kaddache, op.cit., tome 2, p. 703.

²⁰ Un fac-similé de l'emblème arboré lors des manifestations de mai 1945, cote 1H 2812*, est reproduit dans *La guerre d'Algérie par les documents*, Vincennes, Shat, 1990. Sur les circonstances de sa fabrication, cf. Chawki Mostefai, op.cit. Ceci dit, il convient de préciser que l'emblème ne date pas de 1945 ; il est présenté pour la première fois, lors d'une assemblée générale de l'Etoile Nord Africaine (ENA) tenue le 5 août 1934, au siège de la rue Daguerre à Paris par Messali et ses compagnons, cf. *Les mémoires de Messali Hadj 1898-1938*, Paris, J C Lattès, 1982.

Par ailleurs, dans les entretiens recueillis par Djamilia Amrane, Fatima Benosmane rapporte « mon père est revenu blessé, portant le drapeau algérien taché de sang », *Des femmes dans la guerre*, Paris, Karthala, 1994, pp.19-24. Il existe par ailleurs dans les archives des AML, Wilaya de Constantine, un emblème confisqué en mai 1945 qui correspond à deux bandes vertes parallèles, séparées par une bande blanche au milieu et frappée du croissant et de l'étoile de couleur rouge.

inscriptions « insidieuses ». Sur l'une d'elle, on pouvait lire « Libérez Messali » elle était portée par Hachani lui-même. C'est le maire Porchel²¹ qui la lui arrache des mains. A ce moment précis où tout pouvait basculer, c'est le sang-froid des organisateurs qui a permis d'éviter l'affrontement quand le maire a ordonné la dispersion de la manifestation.

Les manifestants affluent alors vers le bureau des AML transféré depuis la fermeture du nadi es Salah survenue le 1^{er} mai, à l'hôtel Madoui. Porchel les somme de quitter les lieux, ordonne la fermeture immédiate de l'hôtel qui fut placé sous bonne garde.

A Batna, il n'y a pas eu à proprement parler de manifestation organisée (au sein des AML, le courant PPA est moins implanté qu'à Khenchela, Biskra ou Tébessa). Mais dès que les nouvelles de Sétif parviennent le soir vers 21 heures, une quarantaine de personnes font irruption au moment du feu d'artifice, aux abords du monument aux morts. Entonnant des chants nationalistes, en particulier « l'hymne national de Messali », le cortège dont les rangs se sont renforcés au fur et à mesure, se déplace avenue de la République. C'est là que sur ordre du maire Alfred Malpel et du sous préfet, les forces de l'ordre interviennent et procèdent immédiatement à l'arrestation de trois jeunes gens : Boulifa (21 ans), Hocine Benmansour (16 ans) et Amar Douhi (21 ans) qui sont conduits au commissariat et déférés au parquet.

Le lendemain, le bal prévu place de la gare est reporté. L'ensemble des forces de l'ordre sont en alerte, si bien que le retour du docteur Abdesselam Benkhellil vers 23 heures n'échappe pas au commissaire Monjo qui le signale aussitôt, au sous-préfet. Selon le rapport de la PRG de Constantine, il aurait tenu une réunion à laquelle une vingtaine de personnes assistait : Benkhelifa Hocine, Boumaza Belkacem, Mezzar Lahcene, Nouaceur Mohamed, Kechida Ali, Achincar N'car. L'informateur, qui est à l'origine de ce rapport, prête au docteur Benkhellil des propos fort contestables et peu crédibles « il aurait regretté de n'être pas arrivé la veille pour provoquer des incidents en faveur de Messali ». Nous sommes en présence de cette spirale qui n'a cessé d'enfler depuis des mois et de nourrir la préparation d'un complot. La

²¹ Brahim Hachani (1913-1993), natif de Khenchela, a fait ses débuts de militant du PPA, à Skikda. Un article publié par le journal *El Moudjahid*, le 4 juillet 1984, intitulé « Du 8 mai au 1^{er} novembre 54 à Khenchela » signale la présence d'Abbas Laghrour (1925-1957) au lieu et place de Brahim Hachani, sans citer de source. Le rapport de l'administrateur de la Commune mixte de Khenchela au préfet de Constantine, daté du 10 mai 1945, CAOM, FR. 93/ 1313 est à considérer comme une référence sérieuse, jusqu'à preuve du contraire.

gravité des massacres de Sétif a conforté ceux qui avaient prévu l'imminence de l'explosion.

Le docteur Abesselem Benkhellil, considéré comme « le dirigeant principal du mouvement insurrectionnel » est arrêté le 10 mai, en début d'après midi sur ordre du préfet de Constantine. Aussitôt, la nouvelle se répand dans toute la ville causant une vive émotion : on craint le pire. Une délégation de notables de la ville composée d'Européens et de « Musulmans » se rend auprès du sous préfet pour essayer d'obtenir la libération du docteur Benkhellil. Une fin de non recevoir lui fut signifiée ce qui déçut beaucoup les nationalistes à qui on prête l'intention de passer à l'action et d'assassiner le commissaire de police, le maire et le sous-préfet !!! La rumeur fit le reste... Rapidement, sans que l'on sache comment, les soupçons pèsent sur trois agents de police « indigènes »²² qui sont révoqués et arrêtés dans la soirée du 10 mai.

Le couvre feu est fixé à 21 heures et des patrouilles mixtes (armée et police) sillonnent les rues de la ville.

Le 11 mai, le sous préfet décide de procéder à l'arrestation de tous les militants du PPA et des AML, non seulement à Batna, mais aussi dans toute la région.

Ainsi à Khenchela, Brahim Hachani, Tiar Ali, Djilali Mohamed, Madoui Brahim, Bougouffa Ali, Tahibi Miloud sont arrêtés le 11 mai, suivis de Bouatali Seddik le 12 mai, puis de Bouameur Kaddour, Hachani Lakhdar, Himeur Haffa tous membres ou sympathisants AML, le 14 mai.

A Biskra, le défilé fut grandiose selon le témoignage de Hachemi Trodi²³. On retrouve à la tête de la manifestation les scouts et nombre de militants du PPA autour de Mohamed Assami, parmi eux Larbi Ben M'hidi, Bachir Lachouri, Salah Embarek (alias Okba). L'intervention de la police mit fin à la parade et le couvre feu fut décrété dans la ville. La plupart des membres du bureau des AML seront arrêtés, parmi eux Larbi Ben M'hidi (il est âgé de 22 ans). Ils seront libérés peu après. Seul Ahmed Gharib, vieux militant du PPA sera interné à la prison du Coudiat à Constantine.

²² Il s'agit des agents de police Ahmed Tahar Haroug (23 ans), Mabrouk Houamel (28 ans) et Abdelghani Benmadjouba (30 ans), PRG Constantine, rapport du 11 juin 1945, CAOM, FR 93 / 1313.

²³ Trodi, Hachemi, *Larbi Ben M'hidi*, Alger, ENAG, 1991.

On a manifesté également à El Kantara, à Mac Mahon/Aïn Touta, Aïn Fakroun, Canrobert/ Oum El Bouaghi avec un défilé des scouts.

A part quelques incidents²⁴, le calme a prévalu à l'échelle de tout l'Aurès même si le bruit d'un soulèvement imminent circule du moins dans la région de Khenchela. La police a eu vent, en effet, d'un ordre venu « du Tell » et d'un rassemblement de groupes armés le 15 mai, dans le douar Tamza, en particulier, chez les Ouled Khelifa, les Ouled Maâzaouz et les Ouled Bouziane. Ces renseignements émanant de sources considérées comme « dignes de foi » sont prises au sérieux : on évacue les gardes champêtres de la région. On finit par identifier le porteur de l'ordre : un certain Salah Bibi, fils du marabout Amrani Si Saïd (des Ouled Maâzouz/ Tamza). Les perquisitions organisées aussitôt, dans l'espoir de trouver des armes, se sont soldées par un échec. Il est probable que le contre-ordre soit parvenu à temps et a évité ainsi aux populations de subir l'intervention des forces de police.

Il est possible d'affiner notre connaissance de cette période, à l'avenir, les sources à quelques exceptions près, étant plus accessibles.

Le corps social dans la rue

La réflexion sur des événements qui remontent à plus de soixante ans ne doit pas céder à l'illusion rétrospective dans l'appréciation et la compréhension d'un événement singulier qui n'a pas livré encore tous ses secrets.

La mise en récit des « faits » et le recueil des témoignages sont en mesure d'autoriser l'esquisse d'une anthropologie historique des manifestations de mai 1945 ou du moins l'ébauche de quelques questions dans cette perspective.

Pour une histoire de la manifestation, des manifestations politiques

Si les démonstrations de rue ne sont pas inconnues dans l'histoire de l'Algérie contemporaine, celles des 1^{er} et 8 mai 1945 tranchent par l'importance exceptionnelle de la conjoncture politique et de la dynamique sociale qui les sous tend. Ce qui se joue au mois de mai 1945, c'est d'abord de passer outre l'interdiction de la manifestation et de montrer sa détermination à produire une image de soi et pour soi. S'il y a un effet de spectacle recherché, il réside dans la volonté d'atteindre

²⁴ Une tentative d'assassinat a visé le caïd Djeridi Hadj Abderahmane du douar Yabous dans la nuit du 8 au 9 mai, conséquence de l'arrestation de 5 membres du bureau des AML de Khenchela. Par ailleurs, dans la nuit du 13 au 14 mai, on a relevé le déraillement du train à la gare de Khenchela.

directement le public, c'est-à-dire l'ensemble des spectateurs et des observateurs qui assistent à la parade. Il me semble que c'est du côté de la relation, des relations qui se nouent au cours du déroulement de la manifestation, entre les partenaires du moment (les acteurs et ceux qui leur font face : participants, spectateurs, population européenne, forces de l'ordre) où l'engagement des uns se mesure au degré de réception ou de rejet ou même d'indifférence par les autres qu'il faut chercher les logiques singulières de la manifestation. On devine dans l'expérience de la manifestation un rapport de force entre les différents protagonistes, un rapport de force qui se mesure par le potentiel réel ou non (symbolique) de violence (qui accompagne toute manifestation qui plus est quand elle est interdite). La manifestation est en effet, loin d'être un phénomène simple : elle met au contraire, en mouvement plusieurs variables. Il existe toujours quelques inconnues dans le face à face manifestants-forces de l'ordre. On ne sait jamais à l'avance comment les mots d'ordre sont reçus, ressentis, comment la transmission des slogans agit sur les esprits.

Nul n'ignore que c'est dans l'urgence et donc dans le temps court, que la décision de manifester s'est imposée au groupe dirigeant du PPA (et des AML). Mais une explication rivée au seul temps court est insuffisante à rendre compte de l'importance de la mobilisation si l'on ne tient pas compte aussi d'un autre paramètre, à savoir qu'elle est l'aboutissement d'un long processus historique. C'est ainsi que l'on peut expliquer les réticences du PPA, à l'encontre d'un cortège unique avec les organisations syndicales et le PCA. Mais le clivage est loin d'être une affaire de circonstance conjoncturelle, il renvoie bien entendu aux modalités de traitement de la question nationale par les deux formations.

Il suffit de passer en revue les slogans arborés par les uns et par les autres pour saisir la gravité du désaccord²⁵.

A l'intérieur même du mouvement des AML, le projet du PPA de manifester ne fait pas l'unanimité de tous et il se heurte à bien des résistances (passives). C'est sans doute à ce niveau que les signes de faiblesse sont à relever : force est de constater en effet que « l'engagement révolutionnaire » divise plus qu'il ne réunit. Nous touchons à l'évidence, à la fois, aux limites de la symbolique de la libération exprimée par la violence verbale des écrits de cette période²⁶ et

²⁵ Seule, l'histoire intérieure des partis est en mesure d'apporter les clarifications nécessaires à ce débat.

²⁶ La lecture des discours et des tracts de cette période méritent une étude à part. Les différents orateurs ont eu recours à une rhétorique populiste remarquable, à l'exemple d'un des premiers tracts diffusé par les AML, en mars 1944, intitulé « Pour le peuple par le peuple. Le dire c'est ton droit, le diffuser c'est ton devoir », SHAT, 1H 2812*

aux limites du processus de construction politique mis en branle par les AML.

Ces réserves ne réduisent en rien le succès populaire évident, rencontré par les manifestations de mai 1945, succès qui exprime une convergence d'idées ou au moins espère quelque chose de l'action lancée tentée par le PPA.

Nous savons aussi, même si l'historiographie de *Mai 1945* est encore fragmentaire [déséquilibre entre Sétif et Guelma et le reste de l'Algérie] que le degré d'une mobilisation se mesure à la force et à la réception des slogans préparés. Il est donc indispensable de revenir à la base sociale parce que « c'est le manifestant qui donne du sens » aux actions politiques.

Dans tout mouvement social, il y a une somme de représentations qui demandent à être prises en compte.

Jusque là les études et approches se sont focalisées sur le dénombrement des victimes²⁷. Si importante soit-elle, cette question à la limite est secondaire, car la répression a bel et bien eu lieu et 1000, 2000, 3000 victimes ou plus ne changent rien à la réalité des massacres et à la violence d'Etat. Ce qui me semble plus pertinent à poser et qui nous ferait avancer, c'est une approche générationnelle des manifestants (des jeunes, des moins jeunes, des femmes, des enfants, des vieux...) corrélée avec une approche sociale (des travailleurs, des chômeurs, des ruraux, des lycéens, des notables...). Hors d'Alger, la présence féminine est rare dans les cortèges (Alger, cortège du 1^{er} mai).

Les premiers jeunes gens arrêtés à Batna ont entre 16 et 21 ans²⁸. La vague des arrestations qui a frappé la section des AML (au nombre de 24) de Batna est fortement représentée par la tranche âgée de 20 à 40 ans.

Tranche d'âge	nombre	pourcentage
Moins de 20 ans	1	0,4 %
20-30 ans	9	37,5
30-40 ans	10	41,6
40-50 ans	4	1,6

²⁷ A propos des controverses sur le nombre des victimes, un état de la question a été esquissé par Redouane Aïnad Tabet, Annie Rey Goldzeiguer, Jean Louis PLanche ...op.cit.

²⁸ L'exemple pourrait être appliqué aux premiers condamnés à mort, exécutés le 24 juillet 1945 à Constantine.

Une telle division en classes d'âge traduit une dynamique sociale, portée par beaucoup de jeunes et une majorité d'hommes parvenus à l'âge mûr, qui ne peut pas ne pas peser sur la construction des processus politiques et conduire soit à leur radicalisation soit à leur dilution et par voie de conséquence à leur précarité.

Les études les plus récentes ne fournissent pas plus d'indications sociologiques. Les arrestations ont visé les dirigeants des AML, c'est-à-dire l'élite politique, dont la majorité appartenait à cette intelligentsia du certificat d'études primaires²⁹ : les diplômés de l'université ne représentaient qu'une mince frange. Il faudrait disposer des dossiers de justice ou des procès verbaux d'audition de l'ensemble des internés pour dresser un profil des « insurgés » de mai 1945. Néanmoins, ce que nous pouvons émettre comme hypothèse probable, c'est l'extrême fragmentation sociale au delà du noyau dur constitué par le réservoir flottant de forces sociales réunissant beaucoup de chômeurs, de petits paysans, de petits corps de métier qui frappe par son ampleur.

Ces quelques remarques sont insuffisantes même si elles sont confirmées par la tendance générale des statistiques. Il ne s'agit pas d'une simple collation de chiffres mais de repérer les contours de la crise sociale qui est générale : l'accroissement de la population algérienne doublé d'une progression notable de la population urbaine apporte un autre éclairage :

Biskra, Sétif et Tébessa qui dominent le « quadrilatère constantinois » selon l'expression d'Annie Rey-Goldzeiguer³⁰ en offre un exemple.

Villes	Musulmans	Européens	Nombre de Musulmans pour 100 Européens
Biskra	34 807	11 540	2 260
Tébessa	21 657	1 471	1 472
Batna	17 681	3 185	555

Population municipale de quelques villes en 1948, source Mahfoud Kaddache, p. 738, tome II.

Ces chiffres mis en corrélation avec les ressources agricoles (céréales et élevage) traduisent plus que n'importe quelle analyse, la profondeur de la crise sociale d'autant plus que la majeure partie de la population algérienne vit de l'agriculture. Plusieurs facteurs du sous-développement sont à l'œuvre : le chômage endémique, la sous qualification, la faiblesse de la scolarisation n'améliorent pas les conditions d'existence de

²⁹ Gallissot, René, *Engagements sociaux et question nationale, de la colonisation à l'indépendance 1830-1962*, Paris, Les Editions Ouvrières, 2006.

³⁰ Cf. *Aux origines de la guerre d'Algérie...*op.cit.

beaucoup d'Algériens parvenus à l'âge adulte au moment de la seconde guerre mondiale. Leur éveil à la politique n'est pas étranger à la crise sociale que recoupe leur condition de colonisés. Mais, la somme de ces variables ne signifie pas, n'entraîne pas nécessairement un renversement de situation. Le regard nouveau vis-à-vis de la présence coloniale est le produit de cette situation dramatique et de l'ensemble des occurrences qui participent à la construction d'un imaginaire national passionné et dont la conjugaison fait rupture avec la période d'avant guerre.

Les logiques de situation

Et c'est le second point sur lequel je souhaite apporter également quelques remarques relatives à l'irruption de la jeunesse et son entrée dans la politique. Mohamed Harbi n'a pas manqué de souligner les « discontinuités entre générations » celle des fondateurs du nationalisme radical avec Messali Hadj et la jeune génération de la guerre. Sans avoir l'expérience de ses aînés, elle manquait - les termes employés sont particulièrement sévères - « d'esprit de suite »³¹ concédant à l'action spontanée et immédiate, la priorité ultime. Même si les slogans préparés par le comité directeur n'invitaient pas à la violence et se distinguaient d'un mot d'ordre insurrectionnel (pouvait-il en être autrement ?), l'idée de la lutte armée n'était pas totalement absente³².

Les jeunes du CARNA y avaient songé un temps, en tablant sur un soutien de l'Allemagne nazie. Mais plus importante est la répression continue, exercée par les autorités coloniales qui a permis à l'idée de la libération par les armes de germer. En effet, le recours systématique à la force la plus brutale³³ par l'administration coloniale a bloqué toute ouverture politique. Les revendications exprimées dans le texte du Manifeste du Peuple algérien ont été rejetées sans autre forme de discussion (à l'exception de la désignation de *la commission des réformes musulmanes*).

³¹ Harbi, Mohamed, *L'Algérie et son destin, Croyants ou citoyens*, Paris, Arcantère, 1992, pp. 69-74. Cf. aussi Planche, Jean Louis, *Sétif 1945*, Paris, Perrin, 2006, qui reprend l'expression dans un chapitre : « L'esprit du PPA est de suivre la logique des faits, sans s'arrêter aux risques. », pp. 127-129.

³² La ferme des Maïza près de Sétif devait abriter le siège d'un gouvernement algérien selon le témoignage de Mohamed Harbi, in Charles Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine...op.cit*

³³ Rien ne sera épargné aux Algériens durant la seconde guerre mondiale : l'interdiction des partis, cours martiales, internement dans des camps, des condamnations aux travaux forcés...sans parler des provocations ourdies par les plus hautes autorités telles Pierre-René Gazagne, secrétaire général du gouvernement général et le préfet Lucien Périllier, la veille du 1^{er} mai 1945, à Reibell où Messali est assigné à résidence.

D'où un durcissement des nationalistes acquis à l'idée d'indépendance et pour qui la domination/oppression coloniale devait cesser immédiatement. C'est pratiquement dans ces termes que la question s'est posée à l'équipe qui représentait le PPA. Et les moyens à opposer à la violence structurelle de l'administration coloniale n'étaient pas difficiles à concevoir. La résistance française³⁴ en offrait un modèle probant et à la limite elle s'imposait comme le seul horizon possible. L'unique obstacle était que les conditions concrètes (organisation des hommes, approvisionnement en armes, les zones de repli, bref tout ce qui relève d'une stratégie de libération) manquaient, faisaient défaut parce que personne n'y avait vraiment réfléchi³⁵. La mobilisation populaire ne représentait qu'une partie des ressources politiques nécessaires à un soulèvement. L'illusion qu'elle pouvait avoir raison et faire infléchir les autorités françaises relevait de l'utopie. Par ailleurs, le processus d'organisation se réalisait dans une semi-clandestinité qui en limitait les effets d'efficacité. Je dirais même que la clandestinité, l'absence puis l'éloignement de Messali Hadj ont ouvert le champ aux dynamiques de la segmentation.

Quand on relie le témoignage de Chawki Mostefai, on est frappé d'abord par les conditions précaires qui ont présidé à la prise de la décision (ex de la manifestation du 8 mai) : tous les membres du « comité directeur » flottant n'étaient pas présents, à l'exemple de Lamine Debaghine à qui l'on a fait une réputation de « dur » et qui n'a pas participé à la réunion où il fut décidé de manifester le 8 mai avec ou sans autorisation, de même que Abdoun Mahmoud et Bouda Ahmed. Tout comme on est frappé par la rapidité de l'élaboration du plan de riposte (« Insurrection générale » du 23-24 mai) dans les jours qui ont suivi la répression de Sétif et Guelma... alors que de l'aveu même de Mostefai les hésitations ne manquaient pas : « Nous évoquons délibérément, des doutes sur notre capacité de faire face à la situation par la suite, sans moyens financiers, sans préparation des militants, certes courageux, mais sans expérience. Peut-on prévoir, dans le moindre détail, comment les choses vont se passer ? Faut-il être expert en insurrection pour l'envisager ? ». On connaît la suite et l'on aura compris que la fragilité de

³⁴ Il faudrait y ajouter les enseignements que le cinéma de cette époque a pu suggérer à la jeunesse colonisée.

³⁵ Il faudrait en fait nuancer le propos, il existait bien une amorce d'organisation dont on mesure l'importance, à travers la mobilisation pour les manifestations de mai 1945. Selon le rapport de Raymond Duval sur les événements de mai 1945 (SHAT, 1H 2812* cité par Jean Charles Jauffret) de nombreux papiers saisis sur un militant arrêté contenait des plans d'attaque de la ville de Constantine. Hocine Aït Ahmed nous a fait part du plan d'attaque de la caserne de Fort National (Larba Nath Iraten) (témoignage recueilli en décembre 2009).

l'organisation était un sérieux handicap pour s'engager dans la voie de la lutte armée et le contre ordre fut finalement confirmé le 18 mai.

Ceci dit, ce ne sont pas l'ordre et le contre ordre du soulèvement sur lequel se sont focalisées les autorités françaises pour justifier *a contrario* la répression, mais bien le sens de la manifestation et son « imprévisibilité » ou son débordement qui devrait nous préoccuper³⁶.

En d'autres termes, il convient d'étudier de manière plus approfondie la constitution des cortèges, des défilés, les slogans et toute la mise en scène entourant le port de l'emblème national. Le pouvoir de la manifestation réside précisément dans l'appropriation de l'espace public qui en devient le véritable enjeu, parce qu'il remet en cause toute « la discipline coloniale » et la ségrégation spatiale. Mai 1945 marque donc bien la fin d'une période. L'intervention des populations des villes et des campagnes dans la rue dépasse rapidement le cadre de la manifestation ordinaire parce qu'elle se veut et se pose comme « acteur public » face à l'administration coloniale. Le corps social devient un lieu d'inscription du politique, par l'ampleur du sacrifice qui a conduit au martyr³⁷, c'est lui qui fabrique ce moment événementiel et lui donne du sens.

En d'autres termes, les manifestations de mai 1945 ont libéré une dynamique nouvelle constitutive d'une sphère publique qui a élargi l'assise de l'espace politique et a initié un renouvellement des cultures politiques (le débat esquissé sur la question de la lutte armée, l'intervention dans le jeu institutionnel font la différence de ces manifestations avec les révoltes antérieures...). En dépit de la féroce répression, le parti du PPA n'a pas été liquidé (il a même fait preuve d'une récupération étonnante) mais le retour à la légalité ne pouvait occulter les divergences nées au cours de la guerre qui auront raison de l'unité du mouvement.

En conclusion

Faute de libération, les Algériens se sont accordés la liberté d'afficher leurs revendications dans l'espace public ce qui veut dire qu'ils se sont appropriés l'événement.

³⁶ Cf. les réflexions de Patrick Cabanel et Laborie, *Penser la défaite*, Toulouse, Privat, 2002.

³⁷ Bourdieu, Pierre, *Les méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997

Ce n'est donc pas une simple date à retenir ou à ressasser à l'occasion des commémorations. L'événement est autrement plus complexe dans la mesure où il est « une jonction d'altérités »³⁸ qui font le lien social ou l'inverse³⁹. Il est donc important de poursuivre la réflexion sur la réception des manifestations, les représentations qu'elles ont engendrées et les fondements mémoriels qu'elles ont entraînés pour la société algérienne.

Par ailleurs, cet exposé rapide et incomplet appelle quelques remarques.

À l'avenir, il est possible d'affiner la connaissance de cette période, en multipliant les enquêtes orales auprès des témoins, en recensant les lieux de mémoire, en exploitant les sources conservées dans les centres d'archives⁴⁰. Mais d'ores et déjà, il est possible de renouveler la lecture des événements de mai 1945, en orientant les recherches autour d'une histoire des manifestations politiques, ce qui suppose que l'on prenne en compte, de manière plus sérieuse, l'histoire intérieure des partis politiques (en particulier la culture politique, la construction de l'imaginaire politique et de l'horizon d'attente articulé à l'idée d'indépendance) et la dynamique sociale propre à la période de la seconde guerre mondiale.

En d'autres termes, il est urgent de passer à une autre étape de la compréhension et de l'approfondissement de la connaissance des faits liés aux manifestations de mai 1945 et leurs conséquences, qui n'ont pas encore livré tous leurs secrets. Les questionnements ne peuvent rester confinés à la seule évocation des massacres, d'une année à l'autre. Les 1 et 8 mai 1945 demeurent une expérience décisive, exceptionnelle qui a conféré aux générations de la seconde guerre mondiale, un principe d'identité nationale à opposer comme alternative à la situation coloniale. Ce principe d'identité participe de ce processus de déconstruction de la domination coloniale qui contribue peu à peu à son ébranlement et prépare la voie à l'émancipation nationale. Toute la force des manifestations de mai 1945 est illustrée précisément par la forme nouvelle de son expression publique. Enfin, il convient de se pencher

³⁸ Farge, Arlette, « Penser et définir l'évènement en histoire », *Terrain*, n°38, mars 2002.

³⁹ Pour l'historiographie française, le 8 mai 1945 est demeuré pendant longtemps un non événement, sauf pour les victimes.

⁴⁰ L'accès aux sources françaises est régi, jusqu'à ce jour, par le décret n°79- 1035 du 3 décembre 1979 dont l'article 6 soumet la communicabilité à un délai de soixante ans. Quand aux sources en Algérie concernant cette période, elles sont réduites à quelques fragments. Celles conservées au service des archives de la *wilaya* de Constantine se résument essentiellement à des listes d'adhérents aux AML pour la ville de Guelma et Khenchela.

aussi sur les traumatismes de la répression, sur le champ des émotions, sur la transmission de la mémoire qui sont autant de ressources symboliques où l'imaginaire politique a forgé les possibilités du changement.

Comme j'essaie de le démontrer, le devoir de mémoire n'a de sens que s'il est conjugué au travail de mémoire, tâche qui incombe désormais aux historiens.